

Khalil Karam : La francophonie est un concept culturel et éducatif qui n'a rien à voir avec la politique française

Interview C'est un travail bien délicat que s'évertue à accomplir Khalil Karam, vice-recteur au développement à l'Université Saint-Joseph et représentant personnel du président de la République auprès de l'Organisation internationale de la francophonie. Poussé par les circonstances à collaborer avec l'administration centrale pour faire valoir la vocation francophone du Liban dans le cadre du plurilinguisme, qui figure parmi l'une des priorités de Michel Sleiman, l'homme a su parfaitement se glisser dans le moule, déployant parfois des trésors de diplomatie pour expliquer l'importance culturelle de la démarche.

Propos recueillis par
Gaby NASR

La francophonie ce n'est pas la France, aime à répéter Khalil Karam, qui tient à établir une nette distinction entre l'OIF et la place qu'occupe Paris sur l'échiquier politique mondial. Pour lui, « le concept de francophonie est essentiellement éducatif et culturel » et il n'y a aucun risque de voir la France imposer quoi que se soit de politique. En fait, dit-il, les pays membres de l'OIF « insistent sur cette nette distinction et les responsables français en sont conscients ». Et d'une façon générale, s'empresse-t-il d'ajouter, « la politique française respecte ce souhait depuis une bonne décennie ».

Le vice-recteur insiste sur le fait que les années 2008 à 2010 ont été des années charnières dans l'évolution de la francophonie au Liban : mission de Louise Beaudoin, envoyée spéciale du secrétaire général de l'OIF, Abdou Diouf ; Journée internationale de la francophonie célébrée à Beyrouth et à laquelle ce dernier participe personnellement ; inauguration aussi féérique que grandiose des VIes Jeux de la francophonie.

Entrant ensuite dans le vif du sujet, Khalil Karam, explique l'importance du pacte linguistique, dont le Liban était

parmi les premiers signataires. L'échange de documents avait eu lieu, rappelle-t-on, à Montreux, en Suisse, entre le président Michel Sleiman et le secrétaire général de l'OIF, en marge du XIIIe Sommet de la francophonie.

Proposé par M. Diouf, lors du sommet de Québec (2008), le pacte constitue un nouvel outil destiné à promouvoir le français dans les pays membres de l'OIF et dans leurs échanges internationaux. Il suppose notamment de définir un certain nombre d'actions prioritaires pour développer la pratique de la langue française, non seulement avec l'OIF, mais également avec d'autres acteurs de la francophonie, comme l'Agence universitaire de la francophonie, la chaîne de télévision TV5 Monde et l'Association internationale des maîtres francophones. Il est également assorti d'un calendrier d'exécution, d'un suivi et d'une évaluation régulière du processus et des résultats engagés.

À ce sujet d'ailleurs, Khalil Karam se montre confiant : à la question de savoir si les Libanais peuvent espérer que le pacte linguistique soit appliqué dans ses différentes formes, sans qu'avec le temps et la nonchalance administrative habituelle il prenne du temps par rapport à son calendrier

et ne soit finalement relégué aux oubliettes, il assure que le problème ne se pose pas. Le représentant du chef de l'État affirme que le pacte est piloté par les ministères de la Culture et de l'Éducation, accompagné des autres ministères concernés. Quant à la coordination, elle est assurée par la présidence de la République. « Il est de ce fait impensable que la vigilance fasse défaut à toutes les composantes de la chaîne », dit-il.

Mais serait-il possible de parvenir à une formule consensuelle entre les différentes communautés locales sur la nécessité d'aboutir à un équilibre correct entre la pratique du français et de l'anglais, en tant que langues étrangères par rapport à la langue arabe officielle ?

À cela, Khalil Karam répond : « La langue arabe est notre langue à la fois vernaculaire et officielle. De son côté, la francophonie institutionnelle a opté depuis longtemps pour le multilinguisme, et le Liban est un exemple reconnu comme tel. Pour ce qui concerne l'anglais, la coopération très prometteuse entre l'OIF et le Commonwealth fait que la rivalité n'est plus de mise. »

Depuis de longues années déjà, la langue française n'est plus l'apanage exclusif des éli-



Khalil Karam, représentant personnel du président de la République auprès de l'OIF. *Michel Sayegh*

tes au sein des communautés chrétiennes. Envisage-t-on de mettre à profit la dynamique créée par le retour d'anciens émigrés libanais, notamment d'Afrique, pour vaincre certaines réticences politiques au développement de la francophonie dans le pays ?

Pour le vice-recteur, c'est l'émigration libanaise en Afrique (toutes communautés confondues) qui a permis de garder le chiffre de 65 % d'élèves inscrits dans des établissements principalement francophones.

Est-on conscient pour autant de la nécessité d'assurer une présence plus visible de la langue française, parallèlement à l'arabe et l'anglais, dans l'affichage, la signalétique



La cérémonie d'échange des documents du pacte linguistique entre Michel Sleiman et Abdou Diouf. *(DR)*

Abdou Diouf : un fin politicien capable de composer avec ses pires ennemis

Réélu à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie, l'ex-président sénégalais Abdou Diouf, 75 ans, soutient depuis huit ans une « magistrature d'influence » et défend l'héritage de son mentor Léopold Sedar Senghor.

Le poète et premier président du Sénégal avait été lui-même un des pères fondateurs, à l'aube des années 1970, de la francophonie mondiale, qui regroupe désormais 56 membres et 14 (bientôt 19) observateurs. Son rôle au sein de la francophonie, Abdou Diouf le définit lui-même comme « une magistrature d'influence ». « C'est le pouvoir de convaincre et non pas de contraindre, d'ailleurs je n'ai pas les moyens de contraindre », commente-t-il.

En lui réaffirmant son soutien à Montreux, le président français Nicolas Sarkozy a salué « son autorité sur la scène mondiale ». Ses collaborateurs à l'OIF vantent ses qualités de diplomate dans les crises en Afrique, dont il connaît les dirigeants. À l'inverse, certains, comme

le poète sénégalais Amadou Lamine Sall, regrettent qu'il ait fait de la francophonie une organisation « plus politique que culturelle ».

Né le 7 septembre 1935 à Louga (Nord) dans une famille modeste, Abdou Diouf a étudié le droit à Dakar, avant de faire l'École nationale de la France d'outre-mer, creuset de l'administration coloniale française, dont il est sorti major.

En 1960 à l'indépendance, il est rentré au Sénégal et a commencé, à 25 ans, une carrière de haut fonctionnaire. D'abord gouverneur de la région, puis directeur de cabinet du président Léopold Sedar Senghor, il a ensuite occupé le poste de Premier ministre pendant onze ans.

En 1981, il a succédé au « père de la nation » lorsque celui-ci a démissionné. Très largement élu président en 1983, il a été réélu en 1988 et 1993.

Après avoir présidé le Sénégal pendant près de 20 ans, Abdou Diouf a accepté l'alternance démocratique en 2000 quand, battu par son rival Abdoulaye

Wade, il a quitté le pouvoir sans heurts et s'est retiré en France. Les Sénégalais, en butte à la pauvreté et lassés par quarante ans de règne socialiste, avaient élu le libéral Wade triomphalement. La présidence d'Abdou Diouf a aussi été assombrie par le conflit indépendantiste en Casamance, déclenché fin 1982. Musulman, marié à une catholique avec qui il a quatre enfants, Abdou Diouf dit avoir fait le serment de ne jamais commenter l'action de son successeur, refusant de répondre aux questions à ce sujet.

Au fil des années, il s'est impliqué dans de nombreuses médiations, notamment quand il fut président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et de la Conférence islamique. Gestionnaire mais aussi fin politicien capable de composer avec ses pires ennemis, il a toujours donné de lui l'image d'un homme calme, voire timide, rejetant les effets oratoires. Il est surnommé « la girafe » par la presse satirique, en raison de sa grande taille.

La contagion francophone gagne la Syrie

Le département de la langue française à l'Institut supérieur des langues de l'Université de Damas a organisé, en coopération avec le Centre de documentation pédagogique et l'Agence universitaire francophone, la 2e conférence inter-

nationale sur l'enseignement de la langue française sous le titre « De l'enseignement de la langue française à l'enseignement en langue française ».

À cette conférence, qui a duré trois jours, ont participé des experts et des professeurs de

langue française de France, du Mexique, de Jordanie, du Liban, d'Algérie, de Tunisie, du Maroc et de Syrie.

Avant l'ouverture de la conférence, le chef du département de la langue française de l'Institut supérieur, Kassem Meqdad,

a déclaré que celle-ci devait être centrée sur la formation scolaire et universitaire quant à l'enseignement de la langue française, la mise au point des méthodes d'apprentissage et les matières indispensables à la formation.